Bonsoir camarades,

**La fuite en avant des Péquistes**

Les Péquistes, en prenant le pouvoir, ont crié haut et fort qu’avec eux, la hausse était abolie. Certes, effectivement, la hausse de 1625$ par an n’est plus. Par contre, il ne faut pas voir dans ce geste comme un vent de progressisme sur Québec. C’est plutôt un espace d’accalmie que les Péquistes nous ont offert le 4 septembre dernier. En effet, le Parti Québécois (PQ) s'est tout d'abord collé à la lutte contre la hausse des frais de scolarité pour ensuite tenter de substituer la grève par les élections. Ensuite, pendant les élections, ils n'ont pas voulu payer le prix de vouloir tenir une position claire sur les frais de scolarité en disant que ce sera un sommet "de la société" qui décidera à leur place. Une fuite qui est mise en place pour faire profiter la lutte au parti pendant la joute électorale tout en laissant la porte à imposer des mesures régressistes au moment le plus opportun, c’est-à-dire, dans notre démobilisation. Ainsi, la lutte de l’année passée n’est pas terminée, elle est rendue à un nouveau stade.

Il est clair que le parti ou du moins son élite politique semble vouloir imposer l’indexation. Cette mesure est politiquement rentable pour le PQ. Elle conforte sa branche plus à droite et néolibérale du parti en affirmant le penchant prohausse du parti tout en donnant à leurs alliéEs étudiantEs (les fédérations étudiantes) un « gain ». Par contre, je ne crois pas (même s’il est encore tôt pour faire des prédictions) que seule l’indexation sera la mesure néolibérale que le fameux sommet nous infligera. En effet, le gouvernement péquiste a décidé de fusionner l’éducation supérieure avec le ministère de la science et de l’innovation laissant la possibilité de croire que le gouvernement accentuera la marchandisation de l’éducation.

Je crois dont que l’enjeu de cette année est de continuer à se battre pour nos gains dans nos conditions matériels (gels et bonifications de l'AFE par le gouvernement précédent dans un perspective de gratuités scolaire) et contre la marchandisation de l’éducation. Il faut aussi, tenter de sensibiliser plus largement la population en général à nos principes de base : le syndicalisme de combat et la gratuité des services publics.

**Pouvoir et contre-pouvoir**

Le pouvoir qui est fasse à nous est clairement instable. Basé sur une petite avance de moins de 1% face aux Libéraux, les Péquistes se retrouvent face à deux partis (la CAQ et les Libéraux) qui ont la possibilité de prendre le pouvoir d'ici la prochaine élection. Une élection qui pourrait arriver d’ici un an à 2. Les promesses électorales telles l’abolition de la taxe santé qui sont mis en place une semaine sont battues par le même gouvernement la semaine suivante. Une ministre peut déclarer couper le financement des écoles privées un jour et le lendemain, ce faire contredire par un autre. Ces incohérences nous plongent dans un flou artistique sur les directions que prend le PQ ce qui nous laisse croire que le parti est en pleine improvisation.

Face au nouveau pouvoir, la question qu'il faut se poser est de savoir qui s'y oppose. Qui constitue le contre-pouvoir dans le 2012 post-électoral? La GGI2012 a été une grande coalition anti-Libéraux regroupant de l’extrême gauche aux Péquistes. Désormais que nos ancien-ne-s "alliéEs" sont au pouvoir, qui tentera de s'y opposer? Évidemment, leurs militantEs ou leurs partisanEs (ex : l’alliance social) ne tenteront pas de remettre en cause le gouvernement surtout dans une situation aussi précaire que le PQ traverse. Du coté de Québec solidaire (Qs), il risque fortement de concentrer leurs énergies à construire la très prochaine campagne électorale tout en rêvant à la balance du pouvoir. Je pense donc qu'il ne restera que l'extrême-gauche, les abstentionnistes et les militantEs de Québec solidaire (QS) et de Option nationale (ON) les plus proches de la rue.

L'autre question qui faut se poser: Est-ce que les AGs nous suivront? Combien de membres préfèreront donner une chance au sommet sur l'éducation au lieu de retourner dans les rues?

**Le sommet**

Il est clair que le sommet, malgré son apparente neutralité, sera contrôlé par les Péquistes. C’est eux qui fixeront les balises et décideront qui sera invité. Par contre, tenter de le réformer nous sera inutile. L'ASSÉ a pris pour position plusieurs revendications en ce sens. Par exemple, elle revendique qu'il n'ait pas de représentant du secteur privé dans le sommet. Cela est très louable et je suis d’accord. Par contre, je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusion sur l'autre acteur qui risque de prendre la place du secteur privé: les syndicats. Il est possible que ces derniers, même s’ils ont été des alliéEs pendant la grève, nous trahissent au moment crucial. En 2009-2010, les grandes centrales syndicales avaient construit une campagne dont la trame de fond était la constitution d’un front commun de la fonction publique afin d’aller chercher une augmentation de salaire impressionnante (plus ou moins 10%). Malgré leurs promesses de jours meilleurs, ils ont négocié avant que l'essentiel des moyens de pressions soient mises en marche. Cette tactique ne donna qu’un faible taux 6% sur 5 ans provoquant la colère des éléments les plus à gauche du mouvement syndical. Alors, tenter de réformer le sommet pourrait s'avérer devenir l'outil des Péquistes pour mieux justifier leurs futures mesures rétrogrades en donnant l'argument que le sommet répondait à nos attentes en tant que débat neutre.

Je crois qu'il faut défocusser notre stratégie centré sur le sommet pour axer sur une campagne plus large dont l'objectif serait remettre en place le rapport de force. Il est là, à mon avis, le réel enjeu plus que la question de la participation ou non au sommet.

La semaine de grève internationale (grève organisé en simultané avec plusieurs syndicats étudiants tels au Chili ou en France) est une occassion interressante pour entamer notre campagne. Néanmoins, je suis forcé d'admettre qu'avec trois semaines qui reste, il faudra s'attendre à ne pas avoir un autre printemps érable. De plus, les associations sont en processus d'élections de leurs exécutifs et en processus de renouvellement de leur comité mob. Par contre, je crois que la mobilisation est toujours possible.

Voilà humblement mes réflexions, commentez, réfutez, bref bonne discussion,

Solidairement, mais pas QSment,

Alex DB

Membre de l’AFESPED-UQAM et de l’AFESH-UQAM.